



MACRON, ÇA SUFFIT !

La politique de Macron ne fait que servir les « premiers de cordée » !

Après la suppression de l'ISF, de la taxe de 3% sur les dividendes et la diminution du taux de l'impôt sur les sociétés, en 2019, le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), serait transformé en allègements de cotisations. Versé de manière différée, il s'ajouterait aux allègements de cotisations patronales 2019, soit près de 40 milliards d'euros !

Cadeaux aux uns, sacrifices pour les autres...

Pour 2019, le gouvernement prévoit de baisser ses dépenses de quinze milliards d'euros par de nouvelles mesures contre la population et les salariés.

Les pensions de retraite, l'aide personnalisée au logement (APL) et les allocations familiales seraient quasiment gelées en 2019 et 2020.

La suppression à venir des cotisations salariales sur les heures supplémentaires induirait des pertes d'emplois et un manque à gagner de deux milliards pour la Sécurité sociale.

Destruction des services publics, marchandisation de la société

Avec l'objectif de 120 000 postes de fonctionnaires en moins sur le quinquennat, 2600 postes seraient supprimés en 2019 dans les collèges et lycées pour 32 000 élèves de plus.

Après l'instauration d'une sélection sociale féroce à l'entrée des universités, la détérioration de la qualité d'enseignement est un nouveau moyen de promouvoir les établissements privés...

La volonté de marchandisation généralisée ce sont aussi les 1600 postes supprimés au ministère des sports ou une nouvelle étape dans la privatisation de la Poste avec le rapprochement entre CNP Assurances. Une destruction des services publics qui fait reculer les droits sociaux : la Poste a réalisé un bénéfice net de 640 millions d'euros et fermé des centaines de bureaux de poste. De son côté, la loi ELAN programme la privatisation et la disparition du logement social.

Aéroports de Paris ou la Française des jeux, entreprises publiques pourtant ultra rentables devraient aussi être privatisées, pour alimenter encore plus les dividendes des actionnaires et les places boursières mondiales.

Un pognon de dingue, une misère de ouf !

La France est la 5ème puissance économique du monde. Elle est aussi le pays où les entreprises cotées en bourse reversent la plus grande part de leurs bénéfices en dividendes aux actionnaires (68% des bénéfices des grandes entreprises sont reversés aux actionnaires).

Alors que l'entreprise refuse d'aller au-delà de 2° d'augmentation de salaire pour les employés, le nouveau patron d'Air-France KLM, aurait droit à une indemnité maximale comprise entre 4,5 et 8,5 millions d'euros en cas de « départ contraint ».

La France est aussi le pays où 14 % de la population est en-dessous du seuil de pauvreté dont 3 millions d'enfants. Des millions de personnes sont mal-logées, sans logis et/ou exclues des soins.

Les politiques de déréglementation libérale (casse du code du travail) ont fait basculer des millions de personnes dans la précarité et la pauvreté, y compris celles qui ont un emploi. Sur 16 ans, le recours aux CDD a plus que doublé et la part des CDD d'une seule journée dépasse les 30% !

Il y a 6,7 millions de personnes à Pôle emploi, plus de 10 millions si on y ajoute les personnes qui ne sont pas comptabilisées. Une personne inscrite à Pôle emploi sur deux ne perçoit aucune indemnité.

Il faut stopper cette politique de destruction sociale généralisée !

Il faut imposer une autre répartition des richesses, pour financer la réduction du temps de travail, des embauches massives dans les services publics (éducation, santé, logement social, environnement...), l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux.

MARDI 9 OCTOBRE

GRÈVE NATIONALE PUBLIC-PRIVÉ- RETRAITÉ-ES - ÉTUDIANTS - LYCÉENS

CGT - FSU - FO - SOLIDAIRES - UNEF – UNL

TOUS-LES ENSEMBLE !

**Union Syndicale CGT des Services Publics Parisiens - Bourse du Travail - 2e
étage 3, rue du château d'eau - Paris 10e Métro : République
Tel : 01 44 52 77 05 - Fax 01.44.52.77.29
Mail : cgt@us-cgt-spp.org Site : <http://us-cgt-spp.org/>**